

Budget 1997

sous forme

graphique



*Bâtir l'avenir
pour les Canadiens :
se préparer au
XXIe siècle*

Table de matières

<i>Bâtir l'avenir pour les Canadiens : principaux messages</i>	7
<i>Faits saillants du budget</i>	8
Garder le cap dans l'assainissement des finances publiques	8
Investir dans l'emploi et la croissance à court terme	9
Investir dans l'emploi et la croissance à long terme	10
Investir dans une société plus forte	11
Incidence des nouvelles initiatives	13
<i>Évolution et perspectives économiques</i>	15
<i>Perspectives financières</i>	31
<i>Comparaisons financières</i>	49
<i>Initiatives - Bâtir l'avenir pour les Canadiens</i>	57

Bâtir l'avenir pour les Canadiens

Principaux messages

Le budget expose le plan suivi par le gouvernement pour promouvoir la croissance économique et la création d'emplois, ainsi que pour bâtir une société plus forte.

Le plan se compose de quatre volets :

- garder le cap dans l'assainissement des finances publiques;
- investir dans l'emploi et la croissance à court terme;
- investir dans l'emploi et la croissance à long terme;
- investir dans une société plus forte.

Faits saillants du budget

Garder le cap dans l'assainissement des finances publiques

- Le déficit ne dépassera pas 19 milliards de dollars (2,4 p. 100 du PIB) en 1996-97, soit 5,3 milliards de dollars de moins que l'objectif de 24,3 milliards de dollars (3 p. 100 du PIB) et 9,6 milliards de dollars de moins que l'an dernier -- la plus forte baisse jamais enregistrée d'une année sur l'autre.
- Les besoins financiers, qui mesurent les nouveaux emprunts nets sur les marchés, devraient être éliminés en 1998-99.
- Le ratio de la dette fédérale nette au PIB devrait diminuer en 1997-98 et continuer à baisser en 1998-99, les premières réductions significatives enregistrées depuis le milieu des années 70.
- Les dépenses de programmes seront plus faibles en 1997-98 et en 1998-99 que le prévoyait initialement le budget de 1996. D'ici 1998-99, les dépenses de programmes auront diminué pendant six années consécutives et auront baissé de près de 14 pour cent par rapport à 1993-94.
- Le budget n'impose aucun nouvel impôt ou taxe, ni de nouvelle réduction des programmes gouvernementaux. Une partie des économies sont réinvesties dans de nouvelles priorités, qui prennent surtout la forme de réductions d'impôt sélectives.
- Si l'on exclut la réserve pour éventualités, un quart seulement des économies supplémentaires qui devraient être réalisées par rapport au déficit visé cette année est réinvesti -- afin de créer la Fondation canadienne pour l'innovation. Toutes les initiatives futures seront financées sans dépasser les cibles visées par le gouvernement en matière de déficit, soit 17 milliards de dollars en 1997-98 (2 p. 100 cent du PIB) et 9 milliards de dollars en 1998-99 (1 p. 100 du PIB), tout en préservant la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars.
- Le coût des nouvelles initiatives ne dépassera pas 1 milliard de dollars par année.

Faits saillants du budget

Investir dans l'emploi et la croissance à court terme

- Les conditions nécessaires à une vigoureuse création d'emplois sont en place, mais le gouvernement va continuer à investir dans les secteurs de l'économie qui vont créer immédiatement des emplois et ajouter au potentiel de croissance. Il le fera au moyen de programmes qui auront des retombées durables en facilitant le passage à une croissance plus rapide :
 - une aide supplémentaire au tourisme grâce à la promotion et au financement des infrastructures touristiques dans le secteur privé;
 - l'aide au développement économique des régions rurales;
 - le soutien des petites entreprises;
 - la promotion du commerce international.

- Ces nouvelles mesures complètent les initiatives annoncées depuis le budget de 1996 : la prolongation du Programme canadien de travaux d'infrastructure et du Programme d'aide à la remise en état des logements, le Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs et les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes.

Faits saillants du budget

Investir dans l'emploi et la croissance à long terme

- Il convient de relever les défis économiques présentés par la mondialisation et le changement technologique en renforçant les investissements stratégiques du gouvernement à long terme :

Études supérieures :

- augmentation de l'aide fiscale aux étudiants et aux travailleurs qui veulent reprendre leurs études;
- aide aux étudiants qui ont de la difficulté à faire face à leurs obligations de remboursement de prêts;
- amélioration des encouragements qui aident les parents à économiser pour les études de leurs enfants.

Innovation :

- création de la Fondation canadienne pour l'innovation, qui soutiendra les infrastructures de recherche dans les domaines de la santé, de l'environnement, des sciences et de l'ingénierie;
 - renouvellement du programme des réseaux de centres d'excellence, qui établit des liens entre les chercheurs travaillant à divers endroits au pays;
 - maintien du financement du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) de manière à accroître les capacités d'innovation des petites entreprises.
-

Faits saillants du budget

Investir dans une société plus forte

- Le gouvernement réalise son plan d'action en vue de bâtir une société plus forte :
 - renforcement du système de santé au Canada conformément aux recommandations du Forum national sur la santé;
 - enrichissement de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et mesures prises en vue d'un régime national de prestations pour enfants afin de venir en aide aux familles à faible revenu qui ont des enfants;
 - aide aux personnes handicapées; et
 - amélioration des encouragements aux dons de bienfaisance.

Faits saillants du budget

Incidence des nouvelles initiatives

Incidence globale des initiatives prises depuis le budget de 1996

	1996-97	1997-98	1998-99	1999-00
(milliards de dollars)				
<u>Incidence brute des initiatives</u>				
Investir dans l'emploi et la croissance				
Mesures annoncées avant le budget de 1997		735	75	10
Emploi et croissance à court terme		213	65	67
Emploi et croissance à long terme :				
Études supérieures et perfectionnement		47	137	202
Recherche et innovation	800		31	32
Investir dans une société plus forte				
Maintenir et améliorer le système de santé au Canada		83	108	108
Vers un régime national de prestations pour enfants ¹		50	470	600
Aide aux Canadiens handicapés		40	90	100
Soutien des dons de charité		30	100	100
Total	800	1 198	1 076	1 219
<u>Réaffectations et autres mesures</u>				
Réaffectations		-82	-201	-202
Prolongation de l'impôt temporaire sur les banques		-25	-45	
Hausse de la taxe d'accise sur le tabac (nov. 1996)	-35	-100	-100	-100
Total	-35	-207	-346	-302
Incidence nette des initiatives	765	991	730	917

¹ Données suivant la mise sur pied en juillet 1998, tel que proposé.
Le signe (+) indique une hausse du déficit et de la dette nette.
Le signe (-) indique une diminution du déficit et de la dette nette.

- Abstraction faite de la réserve pour éventualités, les trois quarts des économies supplémentaires réalisées par rapport à la cible de réduction du déficit en 1996-97 seront consacrés à la diminution du déficit.
 - Sur l'ensemble de la période allant de 1997-98 à 1999-00, près des trois quarts des initiatives nouvelles consistent en réductions d'impôt sélectives -- et non en nouvelles dépenses de programmes.
 - Il n'y a eu aucune augmentation des taux d'imposition du revenu des particuliers dans les trois derniers budgets, et ce budget-ci ne présente aucun nouvel impôt ou taxe.
-

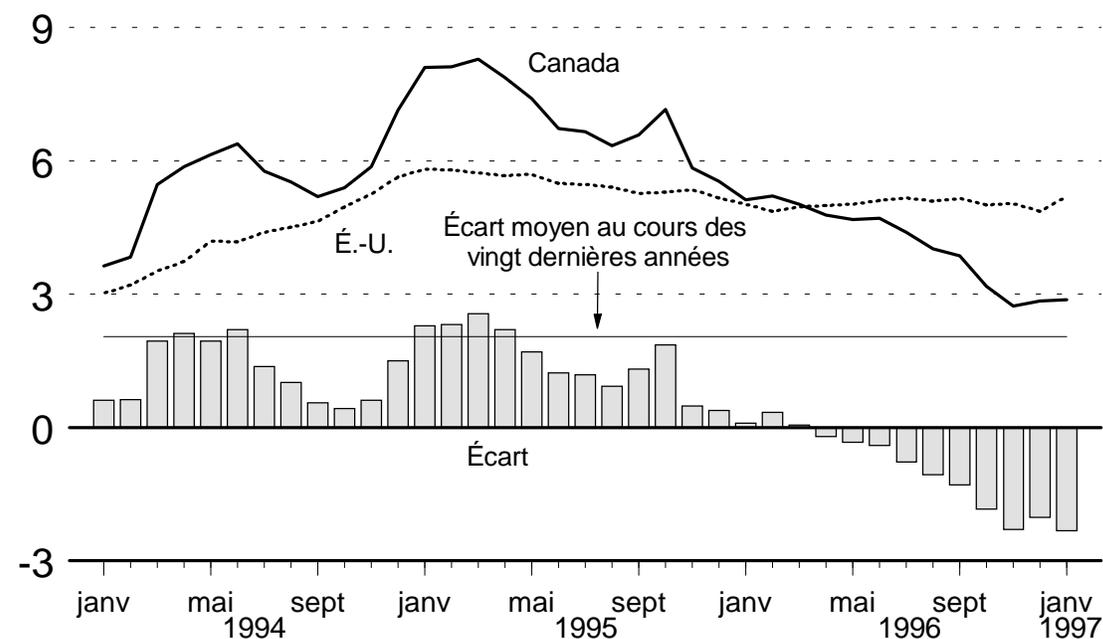
*Évolution et perspectives
économiques*

Évolution et perspectives économiques

Les taux d'intérêt à court terme ont baissé

Taux des bons du Trésor à trois mois, Canada et États-Unis

pour cent



É.-U. Bons du Trésor à trois mois, rendement effectif

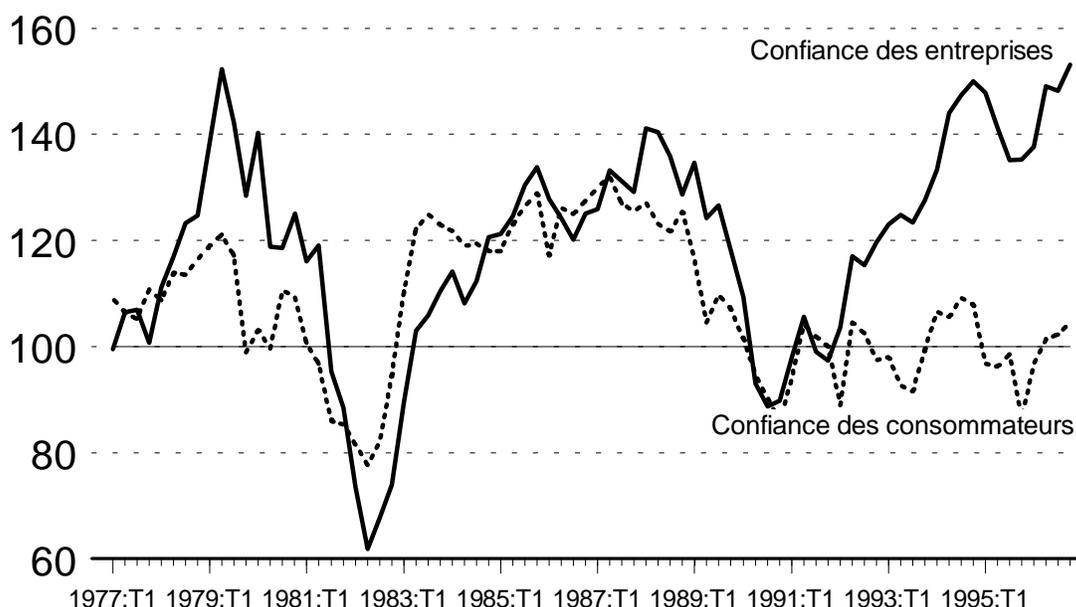
- Les taux d'intérêt avaient grimpé en flèche au Canada en 1994, en partie à cause des inquiétudes à l'égard du déficit élevé et du fardeau de la dette, créant un manque de crédibilité auprès des investisseurs tant étrangers que canadiens. Les taux d'intérêt élevés ont aggravé la situation des finances publiques et nuï à la croissance économique.
- Les mesures fermes de redressement prises par les gouvernements dans tout le Canada ont permis de briser ce cercle vicieux.
- Les taux d'intérêt à court terme sont maintenant à leur plus bas niveau en près de 35 ans.
- Les taux d'intérêt à court terme ont généralement été plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Au cours des vingt dernières années, l'écart entre les taux des Bons du Trésor à 3 mois au Canada et aux États-Unis a été d'environ 200 points de base en moyenne. Or, l'écart est inférieur d'environ 230 points de base à l'heure actuelle.
- L'écart entre les taux des obligations à dix ans au Canada et aux États-Unis, qui était d'environ 110 points de base depuis le milieu de 1982, a été éliminé.

Évolution et perspectives économiques

La confiance revient

Indices de confiance

indice, moyenne de 1991 = 100



Source: Conference Board du Canada

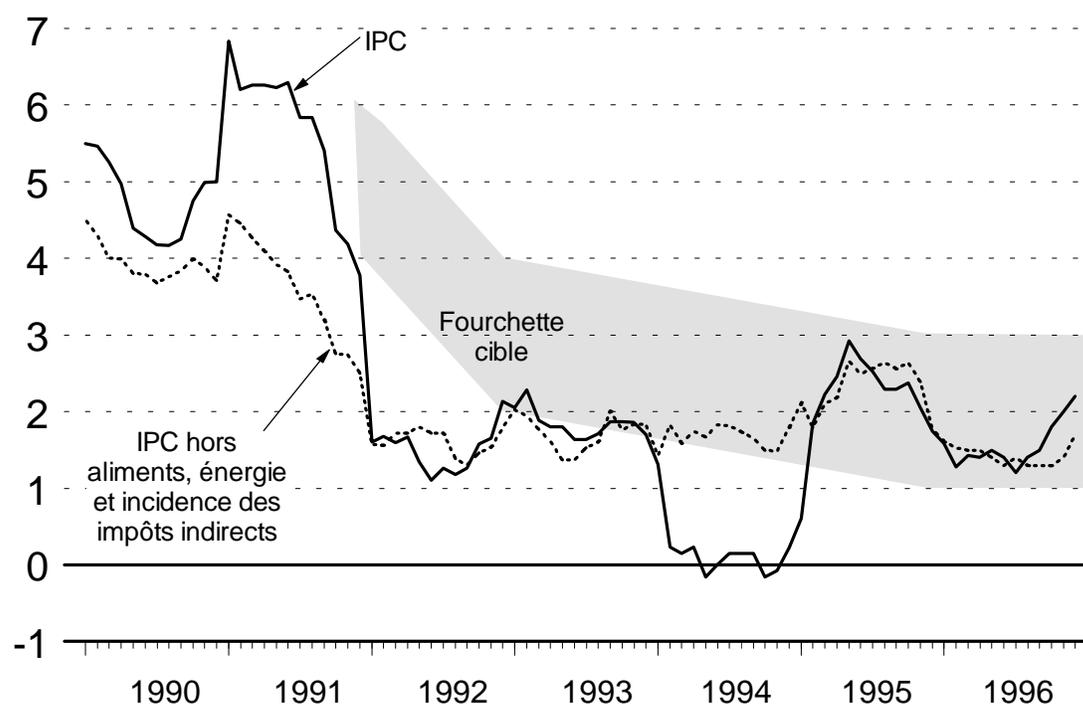
- Une insécurité persistante sur le marché de l'emploi a incité les consommateurs à la méfiance.
- Néanmoins, l'indice de l'attitude des consommateurs établi par le Conference Board du Canada a enregistré sa quatrième hausse consécutive au dernier trimestre de 1996.
- Parallèlement, l'indice de confiance des entreprises établi par le Conference Board a atteint son plus haut niveau au quatrième trimestre de 1996.
 - Une proportion record de 64,1 p. 100 des répondants estime que c'est le moment d'investir. Seulement 12,2 p. 100 des répondants considèrent que c'est un mauvais moment pour investir.
 - Environ 70 p. 100 des personnes interrogées s'attendent à accroître leurs investissements au cours des six prochains mois. Cela contribuera à stimuler l'économie.

Évolution et perspectives économiques

L'inflation reste bien maîtrisée

Inflation de l'IPC et inflation fondamentale

pour cent - d'une année à l'autre



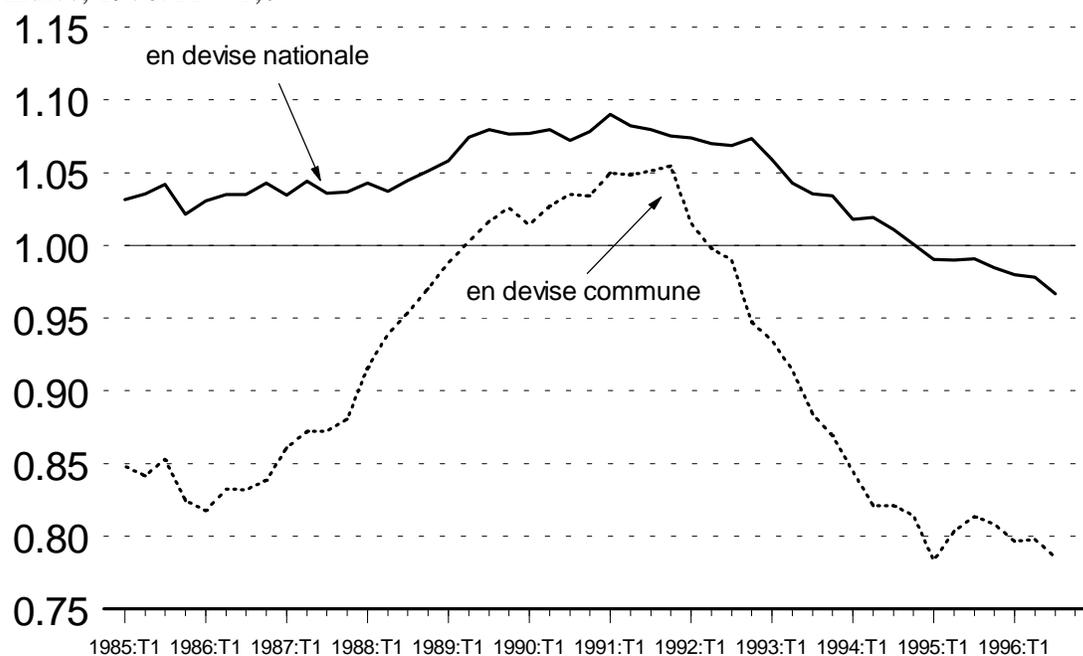
- La volonté de maintenir l'inflation à un bas niveau au Canada a été affirmée et amplement démontrée.
- À la fin de 1993, le gouvernement a prolongé les cibles de maîtrise de l'inflation en fixant une fourchette de variation de 1 à 3 p. 100 jusqu'à la fin de 1998.
- L'inflation a été inférieure à 2 p. 100 en moyenne au cours des trois dernières années -- ce qui représente le plus bas niveau durable observé en trente ans et moins du tiers du niveau moyen pendant les années 80.

Évolution et perspectives économiques

Le Canada est très compétitif

Comparaison Canada-É.-U. des coûts unitaires de la main-d'oeuvre (ensemble de l'économie)

indice, 1978:T1 = 1,0



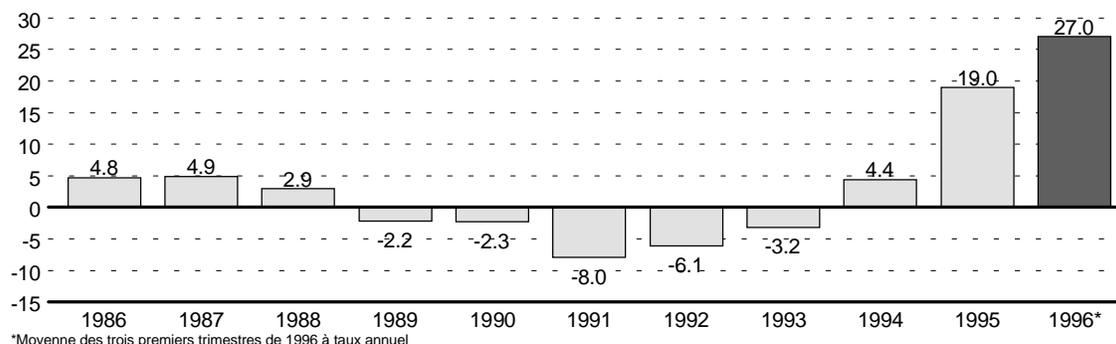
- La compétitivité du Canada est continuellement renforcée par la maîtrise de l'inflation intérieure.
- Dans l'ensemble de l'économie, les coûts unitaires de main d'oeuvre ont augmenté de moins de 4 p. 100 au Canada depuis 1990, contre une hausse de près de 16 p. 100 aux États-Unis, d'où une amélioration relative de 10 p. 100 quand le calcul est fait en monnaie nationale.
- La dépréciation du dollar canadien pendant la première moitié des années 90 a encore amélioré la compétitivité du Canada par rapport aux États-Unis.
- Les succès obtenus dans la lutte contre l'inflation aideront les exportateurs à maintenir les gains réalisés au cours des dernières années.

Évolution et perspectives économiques

Amélioration des soldes extérieurs

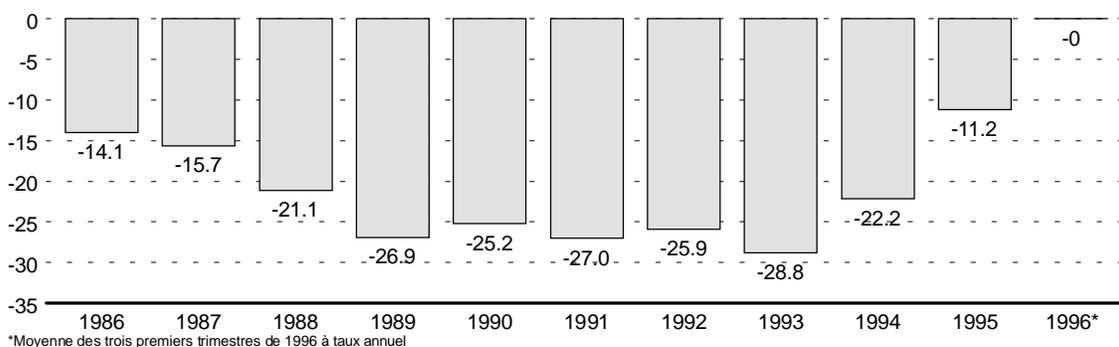
Exportations nettes de biens et services

milliards de dollars



Solde du compte courant

milliards de dollars

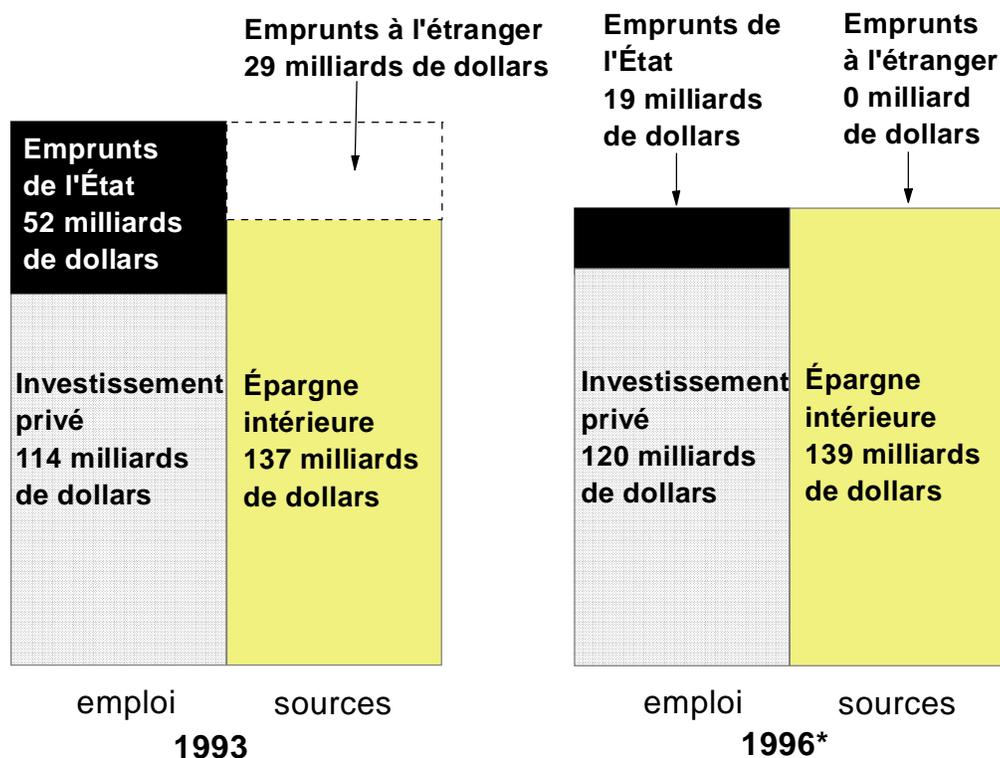


- De 1989 à 1993, le Canada avait importé plus de biens et de services qu'il n'en avait exportés. Le déficit de la balance courante était près de 4 p. 100 du PIB pendant cinq années d'affilée.
- À la faveur d'une amélioration de sa compétitivité, le Canada a considérablement accru ses exportations. Le solde de la balance commerciale est passé d'un déficit supérieur à 3 milliards de dollars en 1993 à un excédent de plus de 27 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 1996.
- Le compte courant canadien est devenu excédentaire au deuxième trimestre de 1996, pour la première fois depuis 1984, et était presque équilibré au cours des trois premiers trimestres de 1996.

Évolution et perspectives économiques

Quasi-élimination des besoins d'emprunt à l'étranger

Sources et emploi de l'épargne: 1993 et 1996



*Trois premiers trimestres de l'année à taux annuel

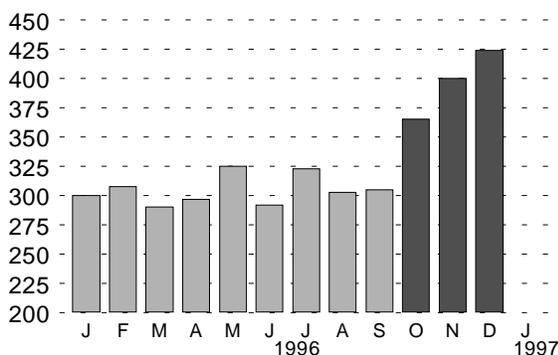
- En 1993, les emprunts massifs des gouvernements absorbaient une très forte proportion de l'épargne disponible, obligeant le Canada à recourir dans une large mesure aux emprunts à l'étranger.
 - L'endettement extérieur du Canada et ses paiements d'intérêt à l'étranger atteignaient des niveaux records.
- En 1996, la diminution des emprunts effectués par tous les gouvernements ont permis d'éliminer quasiment les recours nets aux marchés de crédit étrangers (mesurés par le solde de la balance courante), contribuant ainsi à réduire la prime de risque sur les actifs canadiens et favorisant la baisse des taux d'intérêt au Canada.
- La diminution des emprunts nets à l'étranger signifie également qu'une plus forte proportion des revenus créés au Canada demeure au pays.

Évolution et perspectives économiques

Les dernières statistiques révèlent un raffermissement de l'économie

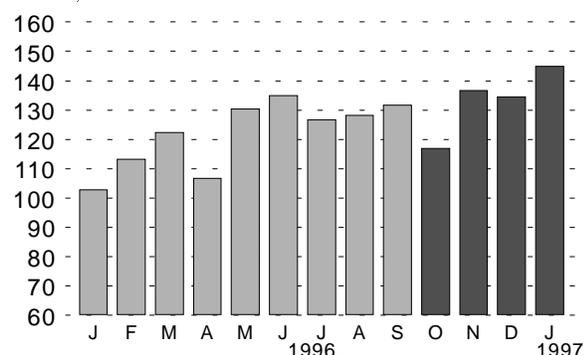
Reventes de maisons (SIA)

milliers, taux annuels



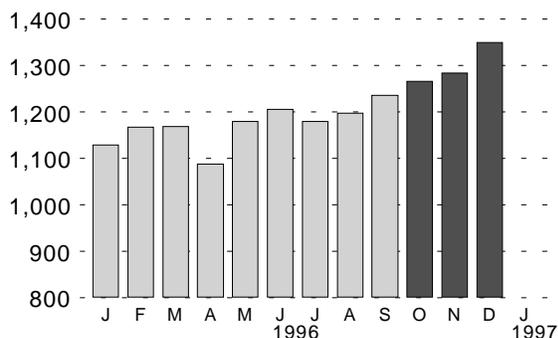
Mises en chantier

milliers, taux annuels



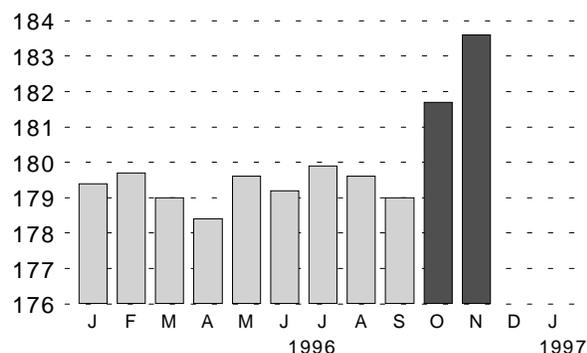
Ventes de véhicules automobiles

milliers, taux annuels



Dépenses réelles de consommation de biens

millions de dollars de 1986



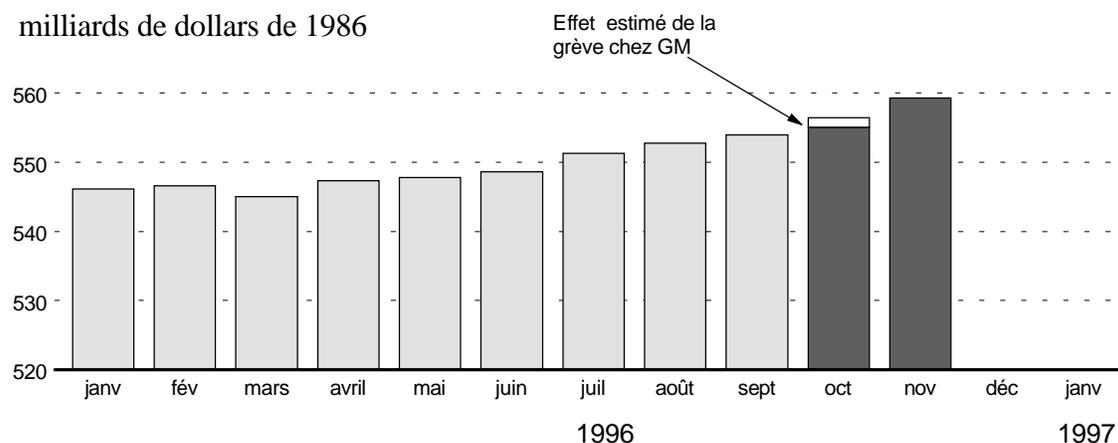
- La diminution des taux d'intérêt en 1995 et au début de 1996 a commencé à exercer une influence notable à l'automne de 1996 sur les secteurs de l'économie qui sont sensibles aux variations des taux d'intérêts.
 - Les reventes de maisons ont enregistré une forte hausse à la fin de 1996, permettant de résorber le nombre de logements invendus et portant les mises en chantier à environ 50 p. 100 au dessus de leur bas niveau du milieu de 1995.
 - Les ventes de biens durables ont considérablement progressé au quatrième trimestre de 1996. Les ventes de véhicules automobiles, par exemple, ont augmenté de 8 p. 100 au dernier trimestre de 1996.
 - Les dépenses réelles de consommation de biens ont été, en octobre et novembre, supérieures de 1,8 p. 100, en moyenne, au niveau du troisième trimestre.

Évolution et perspectives économiques

Les dernières statistiques révèlent un raffermissement de l'économie

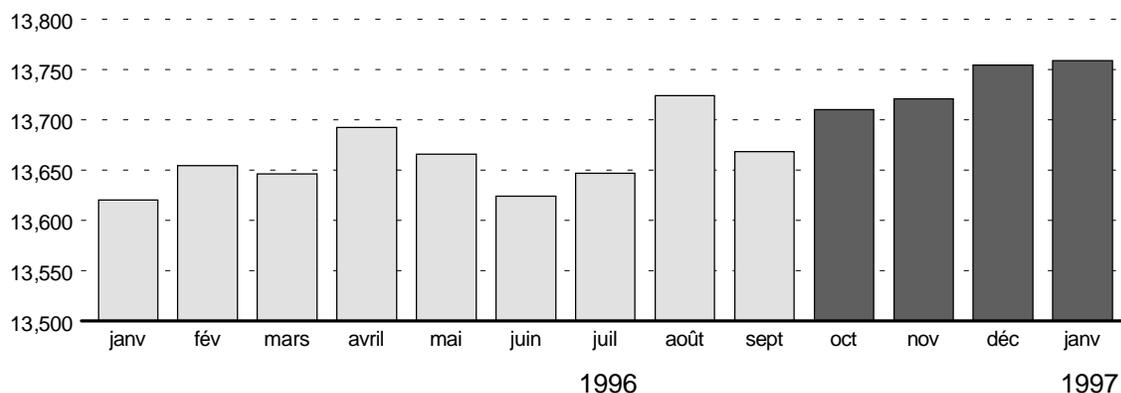
PIB réel mensuel

milliards de dollars de 1986



Emploi

milliers

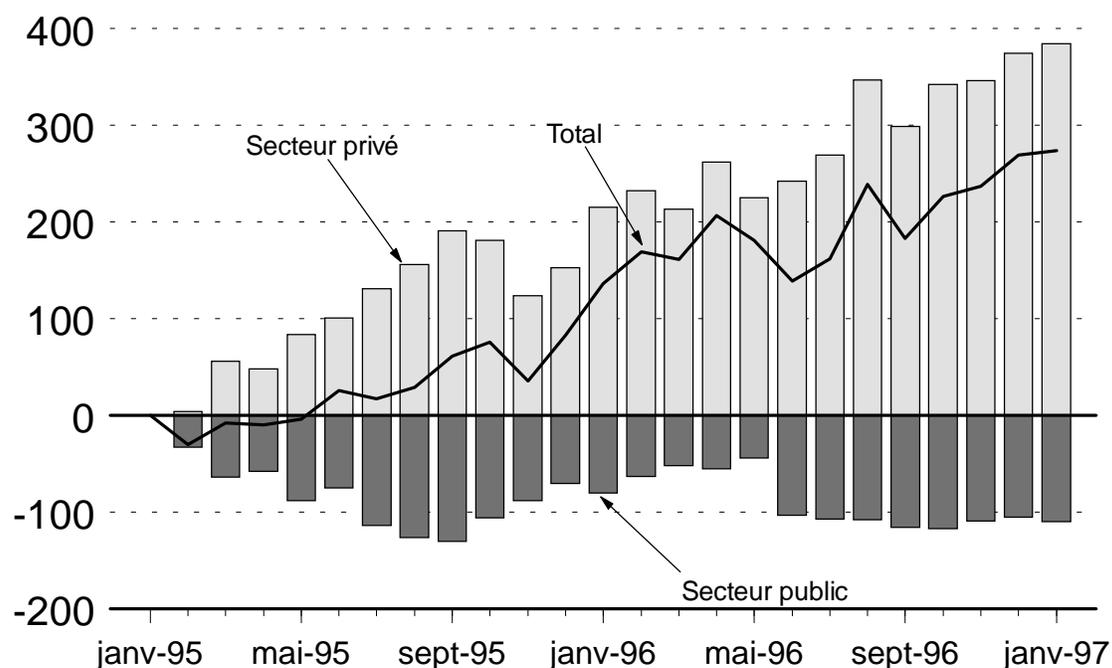


- La croissance de la production s'est raffermie au second semestre de 1996, atteignant probablement son rythme le plus rapide depuis 1994.
- Cela a permis au nombre d'emplois de s'accroître de 91 000 au cours des quatre derniers mois; il s'agit d'emplois à plein temps dans presque neuf cas sur dix.

Évolution et perspectives économiques

Le secteur privé crée des emplois

Variation cumulative de l'emploi depuis janvier 1995
milliers



- Le rythme de création d'emplois a été vigoureux dans le secteur privé, puisqu'il a généré 384 000 nouveaux emplois depuis janvier 1995.
- Les compressions dans le secteur public ont partiellement compensé la progression enregistrée dans le secteur privé. Néanmoins, le nombre total d'emplois a augmenté de 274 000.
- Pour chaque emploi perdu dans le secteur public, il y a eu presque neuf emplois créés dans le secteur privé.

Prévisions du secteur privé pour 1997 et 1998

On s'entend pour prévoir que les taux d'intérêt demeureront faibles en 1997.

- Le consensus des prévisionnistes est que le taux moyen des Bons du Trésor à 3 mois s'établira à 3,2 p. 100 en 1997 et, en légère hausse, à 3,7 p. 100 en 1998.
- Le rendement des obligations à 10 ans du gouvernement canadien devrait rester à peu près égal aux taux américains équivalents, aux environs de 6,6 p. 100 en 1997 et 1998.

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance plus vigoureuse en 1997 et 1998.

- La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,3 p. 100 en 1997, comparativement à 1,4 p. 100 selon les estimations en 1996, pour ensuite demeurer au environ de 3 p. 100 en 1998.
- L'expansion devrait être mieux répartie en 1997, se propageant des exportations à la demande intérieure, particulièrement aux composantes les plus sensibles aux taux d'intérêt.

On prévoit aussi une amélioration sur le marché du travail.

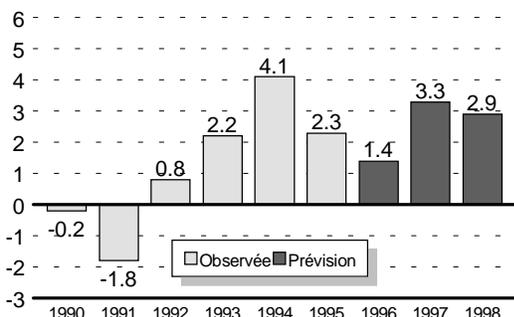
- L'emploi devrait progresser de 2 p. 100 en 1997, contre 1,3 p. 100 en 1996. Nombre de prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce qu'une croissance plus vigoureuse permette de créer au delà de 300 000 emplois supplémentaires d'ici la fin de cette année.
- Le secteur privé prévoit une baisse du taux de chômage à moins de 9 p. 100 d'ici 1998.

Évolution et perspectives économiques

Prévisions du secteur privé pour 1997 et 1998

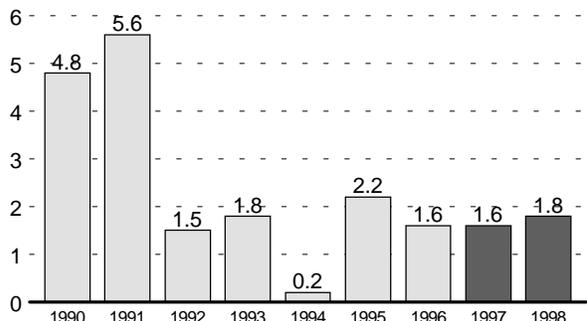
Croissance du PIB réel

pour cent



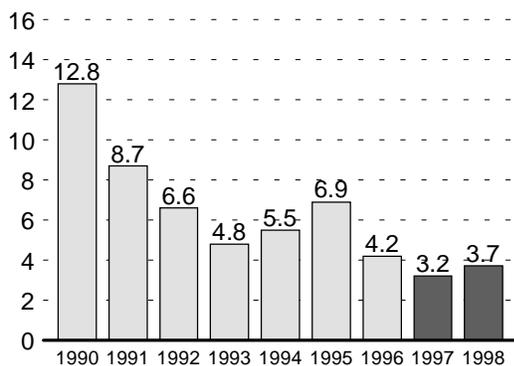
Inflation de l'IPC

pour cent



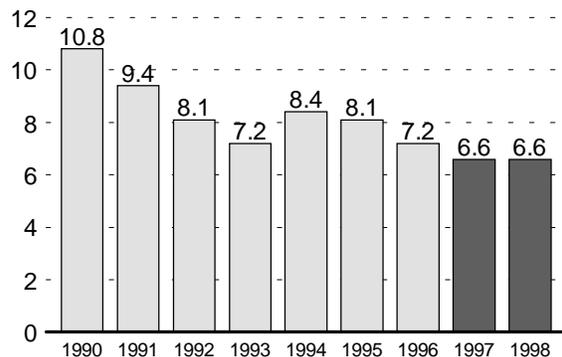
Taux des bons du Trésor à 3 mois

pour cent



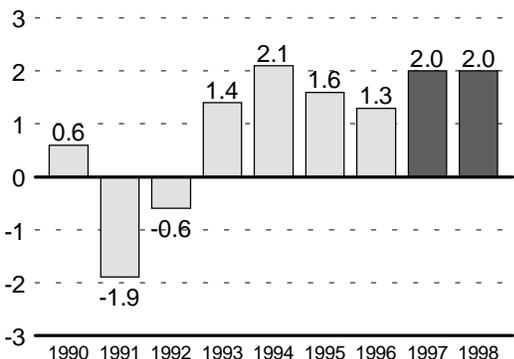
Taux des obligations gouvernementales à 10 ans

pour cent



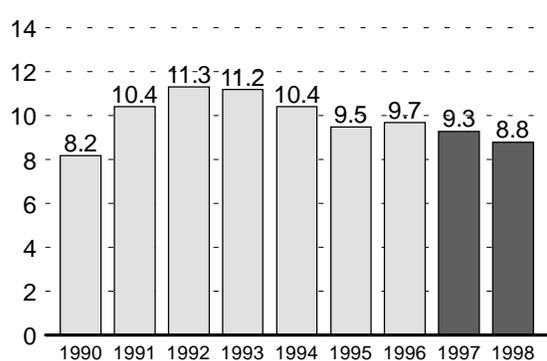
Croissance de l'emploi

pour cent



Taux de chômage

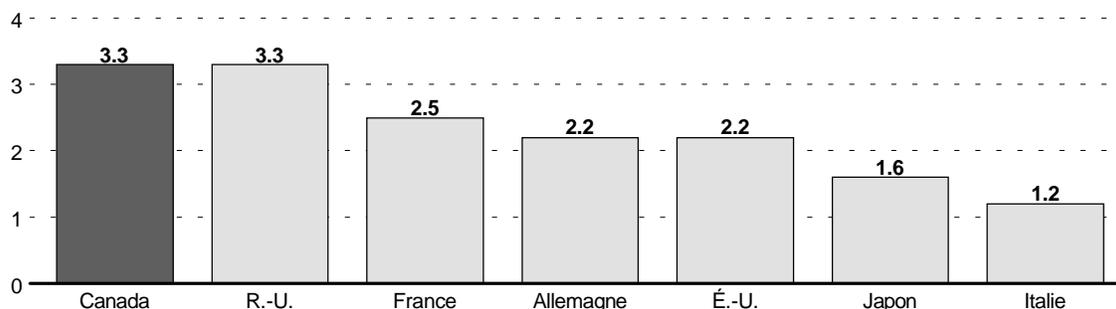
pour cent



Évolution et perspectives économiques

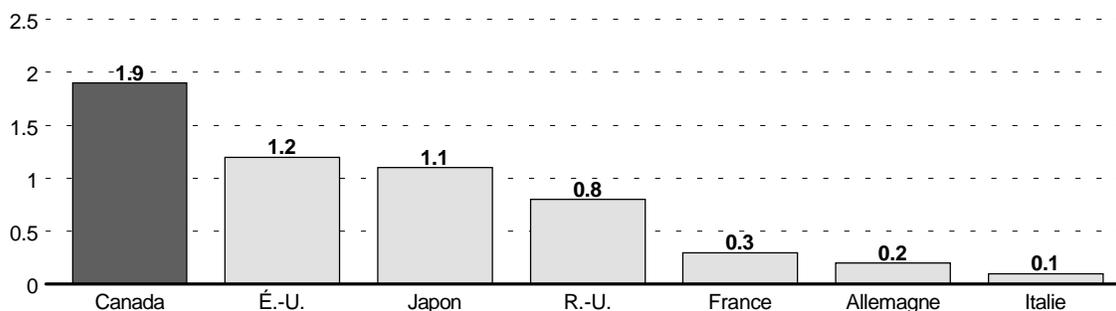
Le Canada en tête du G-7 pour la croissance de l'emploi et de la production

Prévisions de l'OCDE pour la croissance économique réelle en 1997
pour cent



Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1996

Prévisions de l'OCDE pour la croissance de l'emploi en 1997
pour cent



Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1996

- Dans ses prévisions les plus récentes, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prédit que le Canada (avec le Royaume-Uni) viendra en tête des pays du G-7 pour ce qui est de la croissance économique en 1997.
- De plus, c'est le Canada qui devrait enregistrer la plus forte progression de l'emploi, et de loin, parmi les pays du G-7 en 1997.

Évolution et perspectives économiques

Les hypothèses économiques de planification fiscale demeurent prudentes

	1996	1997	1998
Croissance du PIB réel (%)			
Moyenne du secteur privé	1,4	3,3	2,9
Budget de 1997	1,4	3,2	2,6
Croissance du PIB nominal (%)			
Moyenne du secteur privé	2,7	4,9	4,7
Budget de 1997	2,7	4,7	4,1
PIB nominal (\$ milliards)			
Moyenne du secteur privé	798	837	876
Budget de 1997	798	835	870
Bons du Trésor à trois mois (%)			
Moyenne du secteur privé	4,2	3,2	3,7
Budget de 1997	4,2	4,0	4,5
Obligations de référence à 10 ans du gouvernement (%)			
Moyenne du secteur privé	7,2	6,6	6,6
Budget de 1997	7,2	7,1	7,1

NOTE: Pour l'année 1996, les données du PIB sont des estimations car seulement trois trimestres sont actuellement disponibles

- Comme par le passé, une marge de prudence est incorporée aux hypothèses économiques retenues pour la planification du budget.
 - On suppose que les taux d'intérêt à court terme seront supérieurs de 80 points de base à la prévision moyenne du secteur privé en 1997 et 1998.
 - On suppose que les taux d'intérêt à long terme seront supérieurs de 50 points de base à la prévision moyenne du secteur privé en 1997 et 1998.
- Si l'on applique cette marge de prudence, on obtient un PIB nominal inférieur de 0,2 p. 100 en 1997 au niveau prévu par le secteur privé, et inférieur de 0,7 p. 100 en 1998.
- Les facteurs de prudence adoptés dans le budget sont conformes à ceux qui ont été retenus dans la mise à jour économique et financière d'octobre précédent, de même qu'aux avis et aux recommandations du Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

Perspectives financières

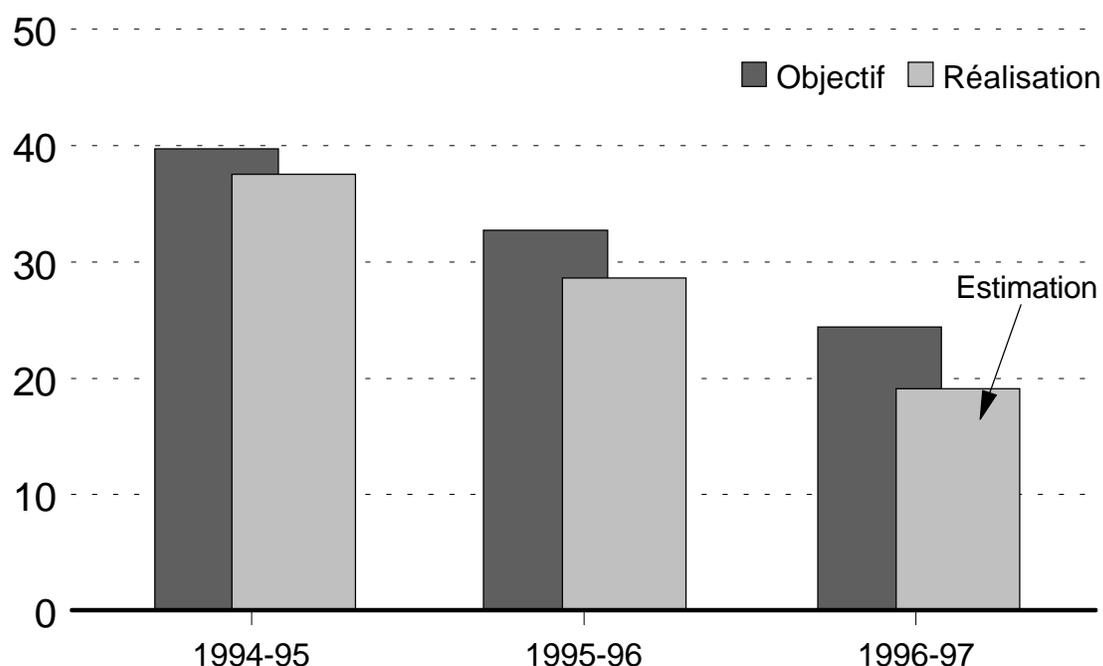
Perspectives financières

Une stratégie crédible

- La stratégie de réduction du déficit a été axée sur des objectifs mobiles à deux ans et le maintien d'un rythme ferme, mesuré et responsable.
- Les objectifs ont été fondés sur des hypothèses prudentes de planification économique, appuyés par une appréciable réserve pour éventualités.
- Ce budget reste conforme à cette stratégie et garde le cap sur la réduction du déficit.

Des objectifs en matière de déficit dépassés pour la troisième année consécutive

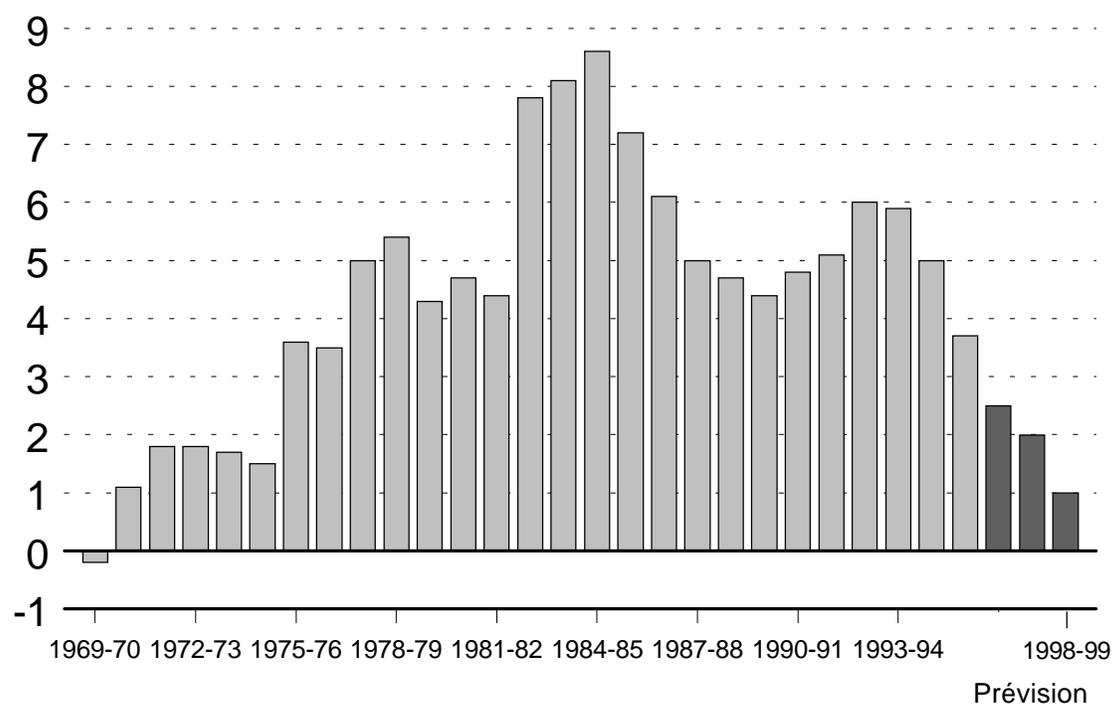
Objectifs fixés en matière de déficit et réalisations
milliards de dollars



- En 1996-97, le déficit ne devrait pas être supérieur à 19 milliards de dollars (2,4 p. 100 du PIB) selon les estimations -- c'est-à-dire 5,3 milliards de dollars de moins que l'objectif visé de 24,3 milliards de dollars (3 p. 100 du PIB).
- Le déficit sera inférieur de 9,6 milliards de dollars au chiffre de l'an dernier -- la plus forte baisse jamais enregistrée d'une année sur l'autre.
- Le gouvernement avait également fait mieux que prévu en 1994-95 et 1995-96.
- Les objectifs d'un déficit égal à 17 milliards de dollars (2 p. 100 du PIB) et à 9 milliards de dollars (1 p. 100 du PIB) en 1997-98 et 1998-99 seront également atteints.
- Ces objectifs incorporent une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars qui, si elle ne se révèle pas nécessaire, ne sera pas dépensée.

Le plus bas ratio du déficit au PIB en près de 30 ans

Déficit fédéral
pour cent du PIB



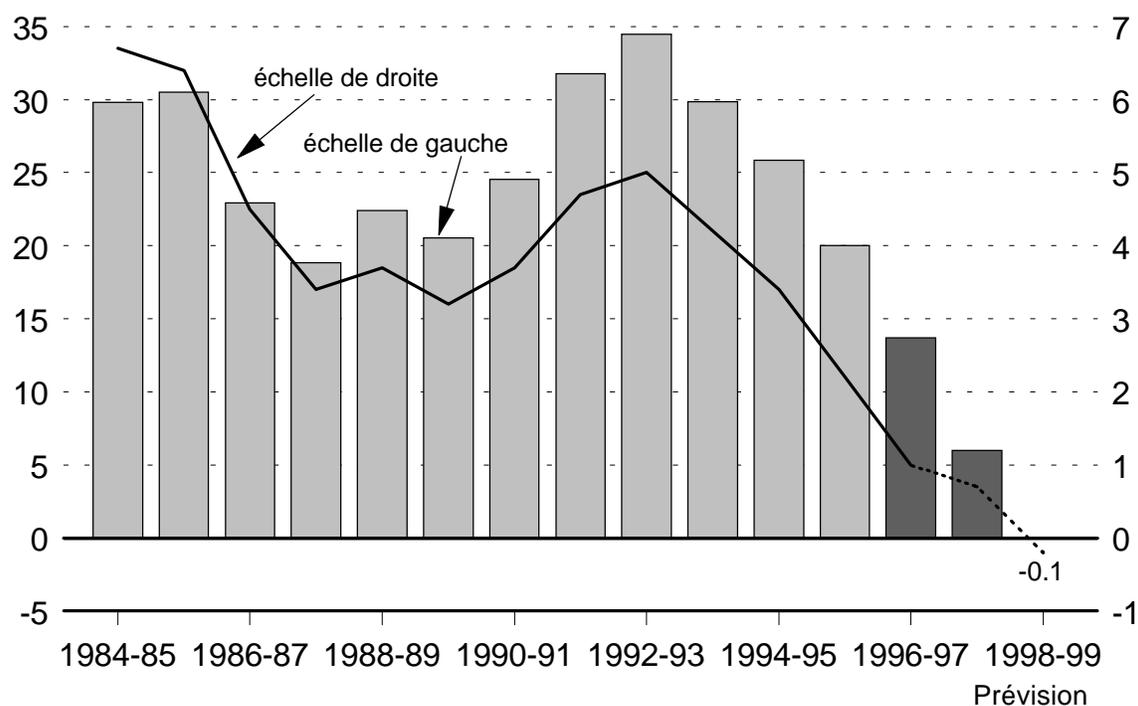
- Le déficit fédéral tombera à 1 p. 100 du PIB en 1998-99.
- Ce sera le plus bas niveau enregistré depuis 1969-70.

Les besoins financiers éliminés en 1998-99

Besoins financiers fédéraux

milliards de dollars

pour cent du PIB



- Les besoins financiers fédéraux seront éliminés en 1998-99.
- Cela signifie que le gouvernement fédéral n'aura plus besoin d'emprunter de nouvelles sommes sur les marchés financiers en 1998-99.
- Les besoins financiers du gouvernement fédéral au Canada équivalent au déficit calculé par la plupart des autres grands pays industrialisés, notamment les États-Unis.
- Dans ces pays, des besoins financiers ramenés à zéro équivaldraient à un budget équilibré.

Perspectives financières

Incidence des mesures budgétaires

Économies budgétaires directes nettes depuis 1994-95

	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	Effet cumulatif sur la dette nette ¹
	(milliards de dollars)					
Budget de 1994	1,5	8,0	10,9	11,9	12,6	44,9
Budget de 1995 ²		5,0	10,6	13,3	13,8	42,7
Budget de 1996 ³			0,0	0,9	2,5	3,4
Budget de 1997			-0,8	-1,0	-0,7	-2,5
Total	1,5	13,0	20,7	25,1	28,2	88,5
dont:						
Dépenses	0,7	10,6	18,1	22,8	25,6	77,8
Recettes	0,8	2,4	2,6	2,3	2,6	10,7

¹ Incidence financière directe seulement. Les épargnes au titre du service de la dette provenant de besoins financiers réduits ne sont pas prises en compte.

² Comprend la réforme de l'A-E de 1996. Exclut l'impact de la Prestation pour aînés qui doit débiter en 2001.

³ Comprend des mesures annoncées depuis le budget de 1996.

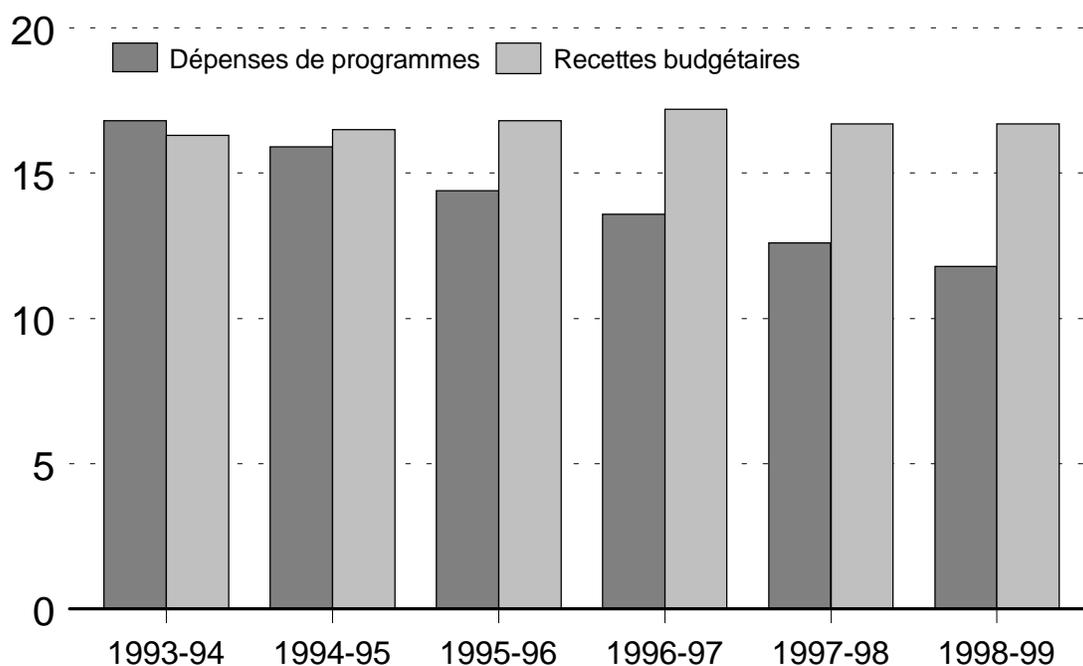
(+) indique une réduction du déficit et de la dette nette.

(-) indique une augmentation du déficit et de la dette nette.

- Les initiatives des quatre budgets considérés dans leur ensemble auront permis de réduire le déficit de plus de 28 milliards de dollars, en 1998-99, par rapport au niveau qu'il aurait atteint sans ces dernières.
- Plus de 90 p. 100 de ces économies nettes résultent de réductions des dépenses.
- D'ici 1998-99, ces économies budgétaires nettes auront permis de réduire la dette nette de 88,5 milliards de dollars.

Contribution majeure des réductions des dépenses de programmes à la diminution du déficit

Dépenses de programmes et recettes budgétaires
pour cent du PIB



- De 1993-94 à 1998-99, les recettes n'auront que légèrement augmenté par rapport au PIB.
- Pendant la même période, les dépenses de programmes passeront de 16,8 p. 100 à 11,9 p. 100 du PIB.

Perspectives financières

Baisse du ratio du déficit au PIB

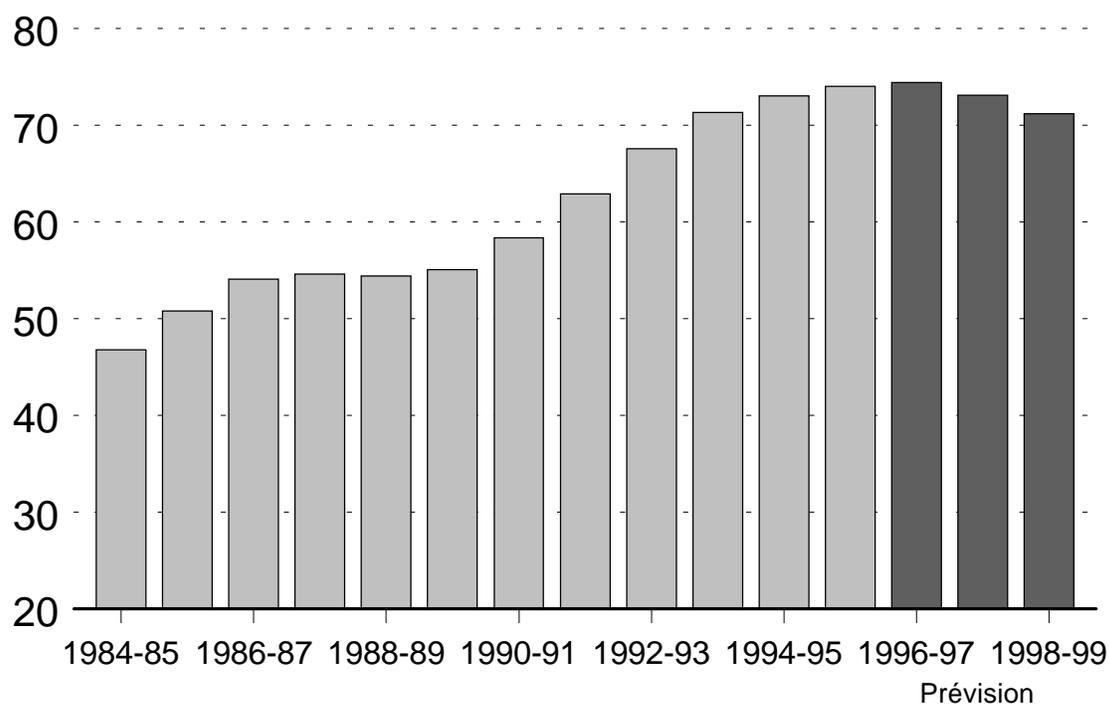
Évolution du ratio du déficit au PIB de 1993-94 à 1998-99

	1993-94	1998-99	Variation
	pour cent du PIB		
<u>Baisse du ratio du déficit au PIB</u>	5,9	1,0	-4,9
<u>dont :</u>			
Baisse des dépenses de programmes	16,8	11,9	-4,9
Hausse des recettes	16,3	16,6	0,3
<u>partiellement compensée par :</u>			
Hausse des frais de la dette publique	5,3	5,3	0,0
Réserve pour éventualités	--	0,3	0,3

- La diminution du déficit est due en très grande partie à la réduction des dépenses de programmes.
- Le rendement des recettes n'augmente que légèrement.

Le ratio de la dette au PIB en forte baisse

Dette fédérale nette
pour cent du PIB



- Le ratio de la dette nette au PIB commencera à diminuer en 1997-98; il s'agit de la première baisse significative depuis 1974-75.
- Chose plus importante, il continuera de baisser en 1998-99.

Perspectives financières

État sommaire des opérations

Perspectives financières incluant les mesures budgétaires

	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99
	(milliards de dollars)				
Recettes budgétaires	123,3	130,3	135,5	137,8	144,0
Dépenses de programmes	118,7	112,0	109,0	105,8	103,5
Solde de fonctionnement	4,6	18,3	26,5	32,0	40,5
Frais de la dette publique	42,0	46,9	45,5	46,0	46,5
Déficit fondamental	-37,5	-28,6	-19,0	-14,0	-6,0
Réserve pour éventualités				3,0	3,0
Déficit	-37,5	-28,6	-19,0	-17,0	-9,0
Dette publique nette	545,7	575,3	593,3	610,3	619,3
Opérations non budgétaires	11,6	11,4	13,0	11,0	10,0
Besoins financiers/sources	-25,8	-17,2	-6,0	-6,0	1,0
Pour cent du PIB					
Recettes budgétaires	16,5	16,8	17,0	16,5	16,6
Dépenses de programmes	15,9	14,4	13,7	12,7	11,9
Solde de fonctionnement	0,6	2,4	3,3	3,8	4,7
Frais de la dette publique	5,6	6,0	5,7	5,5	5,3
Déficit	-5,0	-3,7	-2,4	-2,0	-1,0
Besoins financiers/sources	-3,5	-2,2	-0,8	-0,7	0,1
Dette publique nette	73,0	74,0	74,4	73,1	71,2

(-) indique un besoin net de financement.

(+) indique une source de financement.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les montants ayant été arrondis.

Perspectives financières

Perspectives des recettes

Évolution des recettes à partir de 1994-95

	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99
	(milliards de dollars)				
Impôt sur le revenu des particuliers	56,3	60,2	63,3	66,5	70,4
Impôt des sociétés	11,6	16,0	15,8	16,2	17,1
Cotisations d'assurance-emploi	18,9	18,5	19,6	19,6	19,7
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	16,8	16,4	16,9	17,5	18,4
Droits de douane à l'importation	3,6	3,0	2,3	2,1	1,9
Autres taxes d'accise	6,7	7,3	7,8	8,1	8,3
Autres recettes fiscales	1,8	2,1	2,1	2,1	2,0
Total des recettes fiscales	115,7	123,3	127,8	131,7	137,7
Recettes non fiscales	7,6	7,0	7,7	6,1	6,3
Total des recettes budgétaires	123,3	130,3	135,5	137,8	144,0
Pour cent du PIB	16,5	16,8	17,0	16,5	16,6

Perspectives financières

Perspectives des dépenses de programmes

Évolution des dépenses de programmes à partir de 1994-95

	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99
	(milliards de dollars)				
Principaux transferts aux particuliers					
Prestations aux personnes âgées	20,5	21,0	21,6	22,3	22,9
Assurance-emploi	14,8	13,5	13,1	13,5	14,1
Total	35,3	34,5	34,7	35,8	37,0
Principaux transferts aux autres paliers de gouvernement					
TCSPS ¹	19,3	18,6	14,9	12,5	11,8
Péréquation	8,5	8,8	8,5	8,3	8,4
Transferts aux territoires	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1
Autres transferts fiscaux	-0,4	-0,2	0,1	0,0	0,0
Paievements de remplacement pour programmes permanents	-1,8	-1,9	-2,0	-2,1	-2,2
Total	26,7	26,5	22,6	19,8	19,1
Subventions et autres transferts					
Subventions aux entreprises	3,7	2,3	2,3	1,8	1,5
Indiens et Inuit	3,7	4,1	4,3	4,4	4,4
Aide internationale	2,9	2,2	2,2	2,1	1,9
Sciences et technologie	1,0	0,9	1,7	0,9	0,8
Travaux d'infrastructure Canada	0,4	0,9	0,5	0,6	0,0
Autres	8,3	7,8	7,3	6,8	5,9
Total	20,0	18,2	18,3	16,5	14,5
Sociétés d'État	5,0	4,3	4,3	3,9	3,8
Défense	10,7	9,9	9,6	9,0	8,5
Toute autre dépense	21,0	18,6	19,5	20,8	20,7
Total	118,7	112,0	109,0	105,8	103,5

¹ Jusqu'en 1995-96, comprend le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). À compter de 1996-97, s'applique au Transfert canadien au titre de la santé et des programmes sociaux (TCSPS).

Total des droits au titre du FPE/RAPC et du TCSPS :

29,3 29,6 26,9 25,1 25,1

Total des droits (points d'impôt et espèces) pour les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement (TCSPS, péréquation et transferts aux territoires) :

38,2 38,7 35,7 33,6 33,7

Perspectives financières

Analyse de sensibilité financière :

Hausse de 1 pour cent du PIB nominal
(provenant d'une augmentation de la production réelle)

	Modifications estimatives de la situation financière			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	(milliards de dollars)			
Opérations budgétaires				
Augmentation des recettes	1,2	1,3	1,4	1,6
Diminution des dépenses	0,1	0,2	0,1	0,1
Réduction du déficit	1,3	1,5	1,5	1,7

Analyse de sensibilité financière :

Hausse de 100 points de base de tous les taux d'intérêt

	Modifications estimatives de la situation financière			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	(milliards de dollars)			
Opérations budgétaires				
Augmentation des recettes	0,5	0,5	0,5	0,5
Augmentation des dépenses	1,5	2,4	2,8	3,1
Augmentation du déficit	1,0	1,9	2,3	2,6

- Si l'on suppose une hausse de 1 p. 100 du niveau du PIB nominal provenant uniquement d'une augmentation de la production réelle, le déficit serait réduit de 1,3 milliard de dollars la première année, chiffre qui passerait à environ 1,7 milliard de dollars après quatre ans.
 - Si la hausse du PIB nominal était entièrement due à l'inflation, l'effet sur le déficit serait moins marqué.
 - Une augmentation soutenue de 100 points de base de tous les taux d'intérêt entraînerait une hausse de 1 milliard de dollars du déficit la première année.
 - À mesure que la dette à long terme viendrait à échéance, l'effet sur le déficit augmenterait de sorte que, la quatrième année, il serait supérieur d'environ 2,6 milliards de dollars.
-

Perspectives financières

Le déficit est devenu moins sensible aux variations de taux d'intérêt

	Dette Totale*	Pourcentage à taux fixe**	Sensibilité du déficit			
			Hausse de 100 points de base de tous les taux d'intérêt			
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
			(milliards de dollars)			
Budget de 1994	514,5	53,3	1,7	2,5	3,0	3,5
Budget de 1995	550,2	55,1	1,8	2,6	3,1	3,6
Budget de 1996	586,4	56,9	1,3	2,2	2,6	3,0
Budget de 1997	602,0	62,0	1,0	1,9	2,3	2,6

* Dette portant intérêt au 31 mars de l'année du budget.

** La dette à taux fixe est généralement définie comme la dette qui viendra à échéance ou la dette dont le taux d'intérêt sera fixé de nouveau après un an (principalement les obligations négociables).

- Le gouvernement a modifié sa stratégie de manière à accroître la part des titres à taux fixe dans sa dette, à l'instar des autres pays du G-7.
- Ainsi, le déficit fédéral est maintenant moins sensible aux variations imprévues des taux d'intérêt.

Perspectives financières

Dette fédérale et structure des échéances de la dette non échue

Dette fédérale (au 31 mars 1996)

	(\$ milliards)
Dette nette	574,3
Avoirs financiers	48,5
Dette brute	622,8
dont :	
Dette non échue	469,5
Passif des régimes de retraite	111,5
Autres dettes	41,8

Répartition de la dette non échue (au 31 mars 1996)

	(Pour cent)
Bons du Trésor	35,4
Obligations d'épargne du Canada	6,5
Obligations	
moins de 3 ans	17,8
de 3 - 5 ans	10,4
de 5 -10 ans	15,3
plus de 10 ans	12,3
Autres	2,3
	100,0

Perspectives financières

Éventail des résultats possibles en matière de déficit

Si les hypothèses économiques :	le déficit sera :
sont plus favorables que prévu (c.-à-d., selon la moyenne du secteur privé)	de beaucoup inférieur
se concrétisent telles que prévu	inférieur (la réserve pour éventualités ne sera pas requise)
sont moins favorables que prévu	conforme aux prévisions (la réserve pour éventualités servira à absorber une bonne partie des imprévus)

L'objectif en matière de déficit sera atteint l'an prochain, et ce, même si les taux d'intérêt sont plus élevés de 100 points de base et si la croissance fléchit d'un demi point de pourcentage, par rapport aux hypothèses prudentes qui ont été retenues.

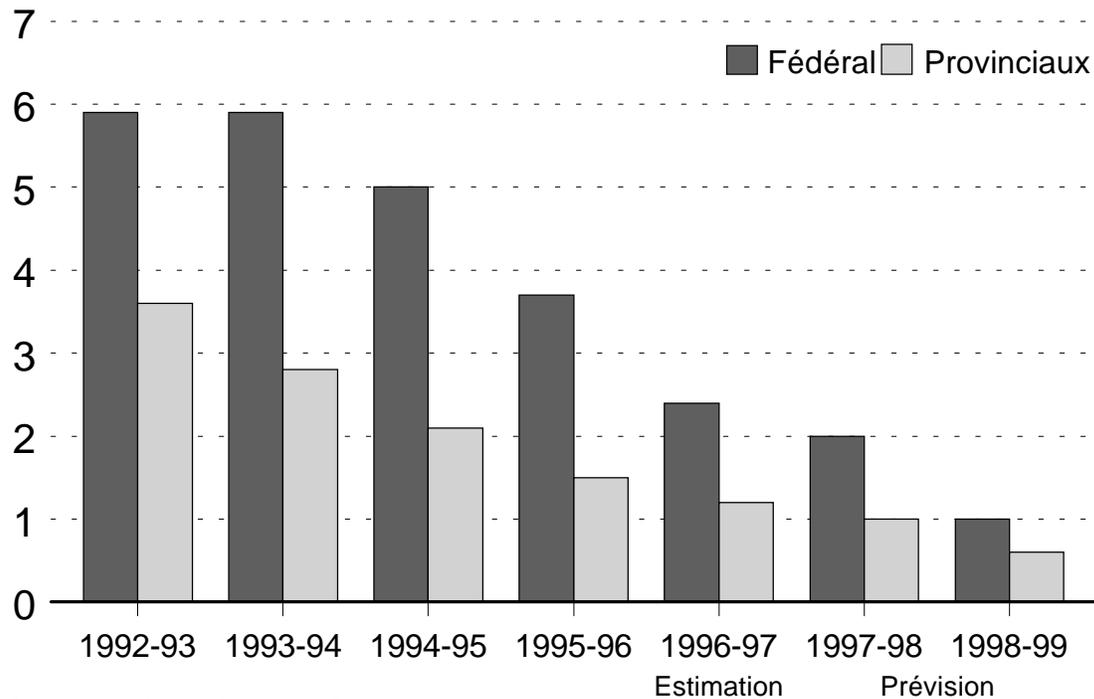
La réserve pour éventualités de 3.0 milliards de dollars est suffisante pour absorber des chocs économiques de cette ampleur.

Comparaisons financières

Comparaisons financières

Réduction spectaculaire du déficit aux niveaux fédéral et provincial

Déficits budgétaires fédéral et provinciaux-territoriaux
selon les Comptes publics
pour cent du PIB



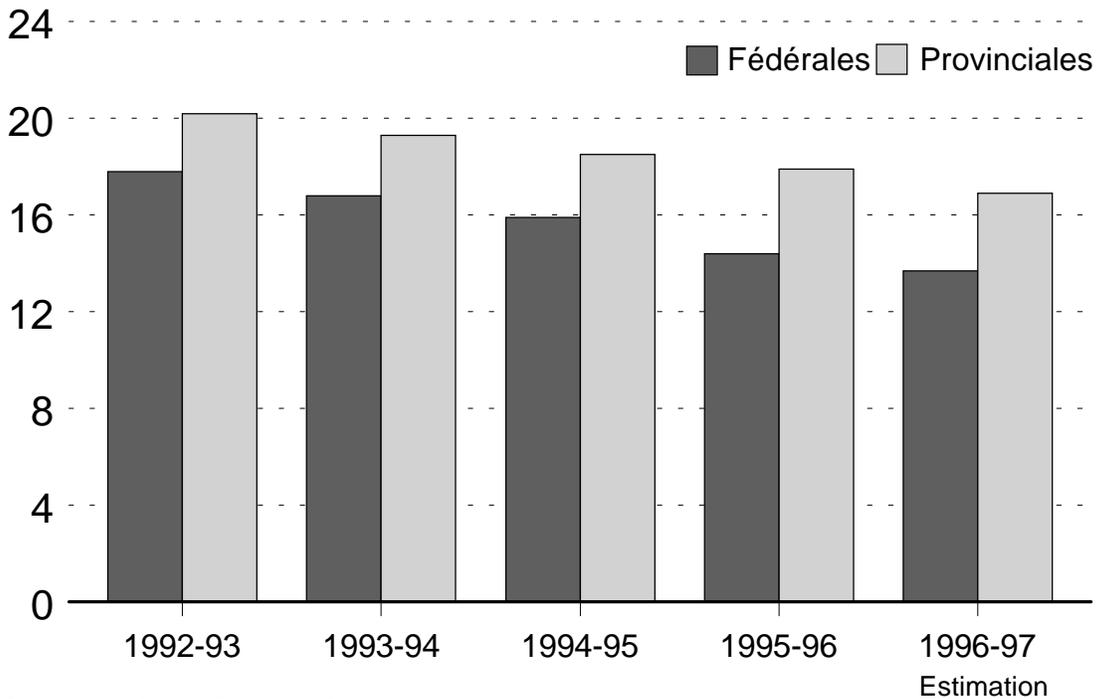
Source: Ministère des finances du Canada.

- Le déficit combiné des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux a diminué de 58 p. 100, selon les estimations, entre 1992-93 et 1996-97.
- Six provinces prévoient un budget équilibré ou excédentaire en 1996-97, comparativement à une seule administration en 1993-94.
- Étant donné que le déficit fédéral devrait descendre à 1 p. 100 du PIB d'ici 1998-99 et compte tenu de l'amélioration prévue au niveau provincial-territorial, le déficit global devrait représenter moins de 2 p. 100 du PIB en 1998-99.
- La baisse du déficit global en proportion du PIB rendra possible une diminution appréciable du ratio de la dette nette au PIB après 1996-97.

Comparaisons financières

Les dépenses de programmes fédérales et provinciales continuent de diminuer

Dépenses de programmes fédérales et provinciales-territoriales
selon les Comptes publics
pour cent du PIB



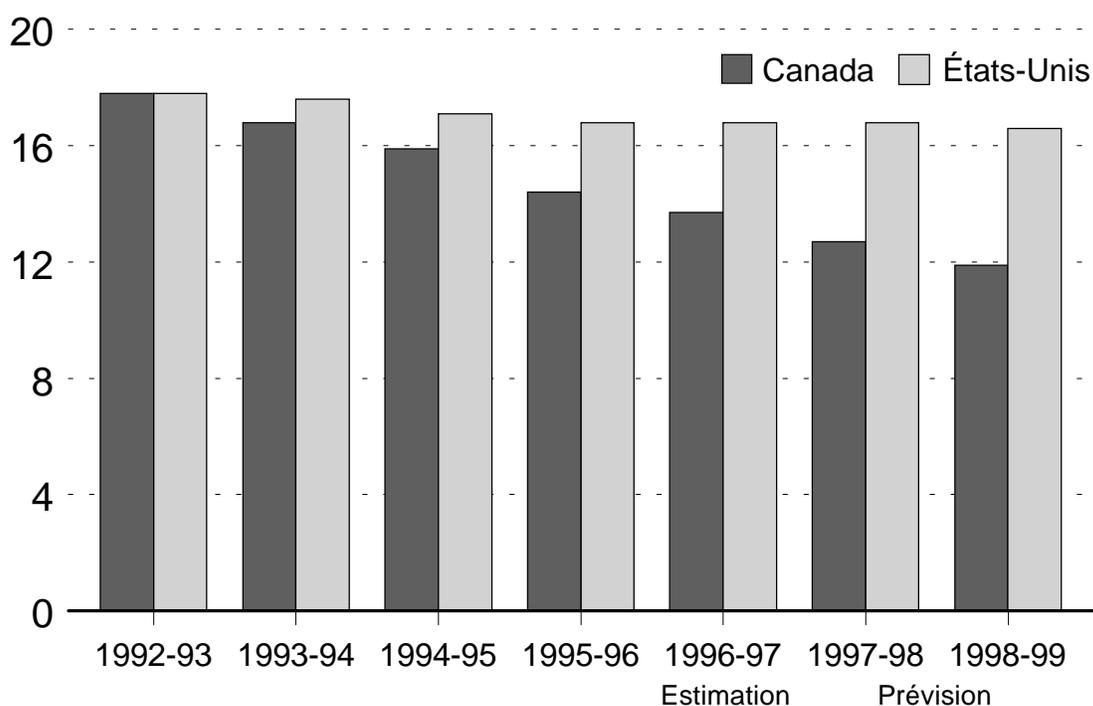
Source: Ministère des finances du Canada.

- Les réductions des dépenses de programmes ont été au coeur des efforts d'assainissement des finances publiques au Canada.
- Tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial-territorial, les dépenses de programmes diminueront d'environ 3 p. 100 en 1996-97.
- Entre 1992-93 et 1996-97, les ratios des dépenses de programmes fédérales et provinciales-territoriales au PIB auront diminué de 4,1 et de 3,3 points, respectivement.

Comparaisons financières

Les dépenses de programmes diminuent plus vite au Canada qu'aux États-Unis

Dépenses de programmes de l'administration fédérale
pour cent du PIB



Remarques: Dépenses totales moins les frais bruts du service de la dette pour le Canada et les États-Unis.
Les exercices financiers se terminent le 31 mars et le 30 septembre, respectivement, pour le Canada et les États-Unis.

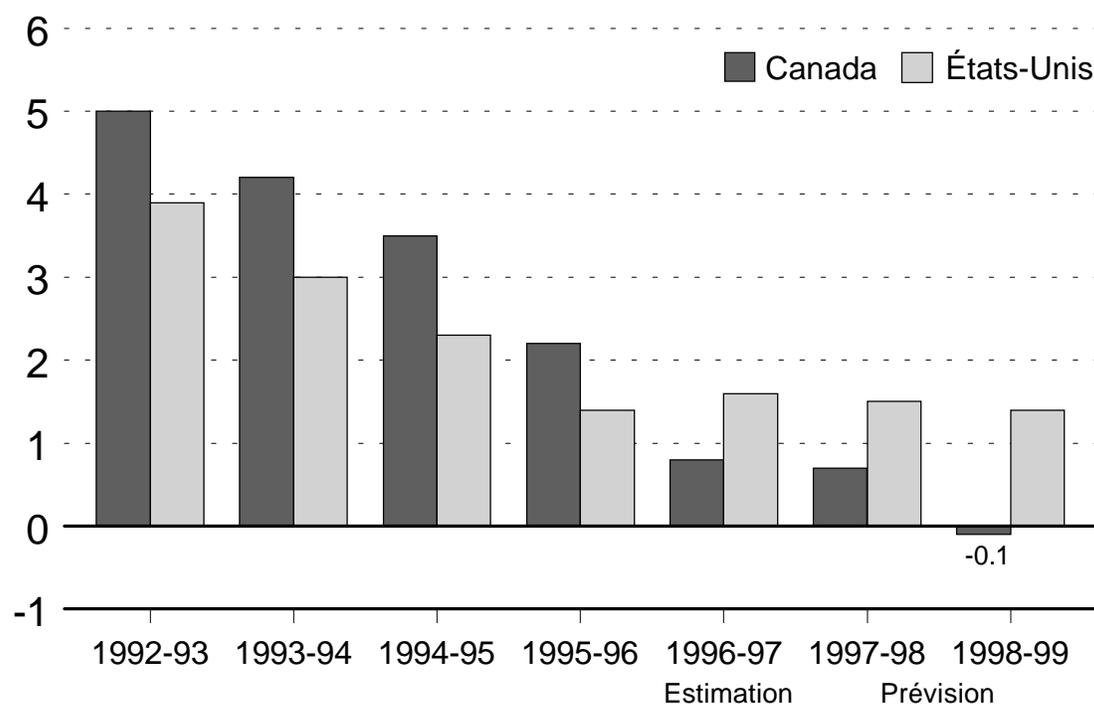
Sources: Ministère des finances pour le Canada; *Budget du gouvernement américain, exercice 1998*, pour les États-Unis.

- En 1998-99, les dépenses de programmes du gouvernement fédéral auront diminué de près de 6 points au Canada par rapport à leur sommet de 1992-93, comparativement à une baisse de 1,2 point seulement aux États-Unis.
- En proportion du PIB, les dépenses de programmes du gouvernement fédéral s'établiront à 11,9 p. 100 au Canada en 1998-99, contre 16,6 p. 100 aux États-Unis.
- Les dépenses de programmes continuent de jouer le principal rôle dans la réduction plus marquée du déficit qui est observée au Canada par rapport aux États-Unis.

Comparaisons financières

Amélioration sensible du ratio du déficit au PIB au Canada par rapport aux États-Unis

Déficit de l'administration fédérale au Canada et aux États-Unis
pour cent du PIB



Remarques: Besoins financiers du Canada et solde budgétaire unifié pour les États-Unis.

Les exercices financiers se terminent le 31 mars et le 30 septembre, respectivement, pour le Canada et les États-Unis.

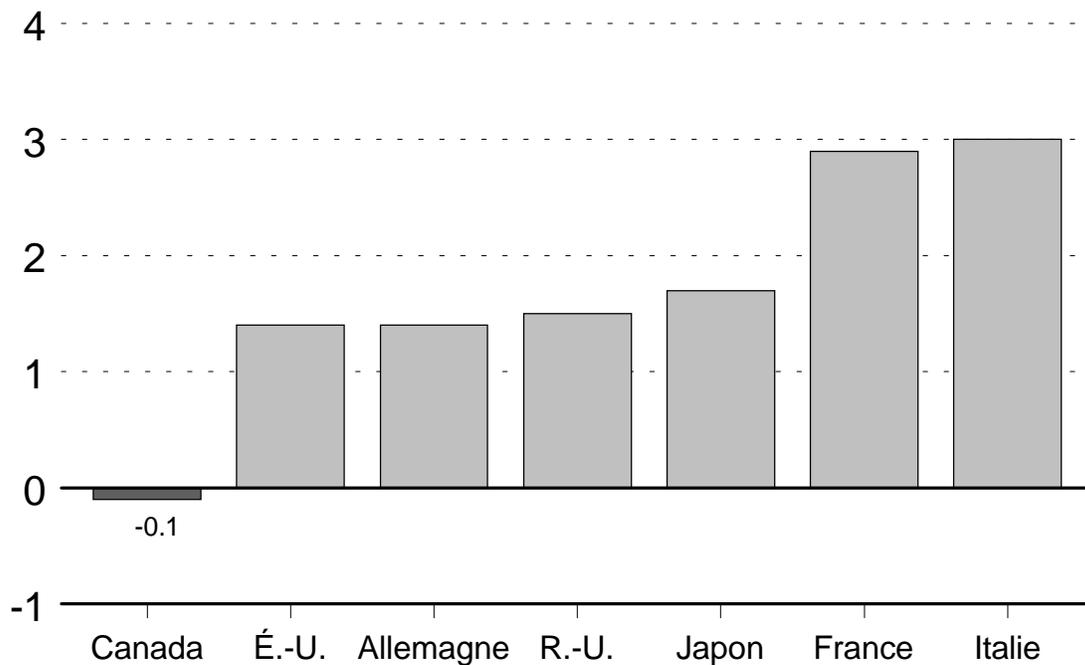
Sources: Ministère des finances pour le Canada; Budget du gouvernement américain, exercice 1988, pour les États-Unis.

- Les besoins financiers du gouvernement fédéral au Canada sont comparables au déficit budgétaire unifié aux États-Unis.
- De 1993-94 à 1995-96, le déficit budgétaire du gouvernement fédéral était plus élevé au Canada par rapport au PIB que le chiffre comparable aux États-Unis.
- En 1996-97, cependant, le déficit fédéral par rapport au PIB devrait être plus faible au Canada qu'aux États-Unis. En fait, le Canada affichera un excédent en 1998-99, alors que les États-Unis ne verront diminuer leur déficit que légèrement.

Comparaisons financières

Besoins d'emprunt du gouvernement fédéral ramenés à zéro au Canada -- Le meilleur résultat du G-7

Besoins financiers des administrations centrales projetés pour 1998
pour cent du PIB



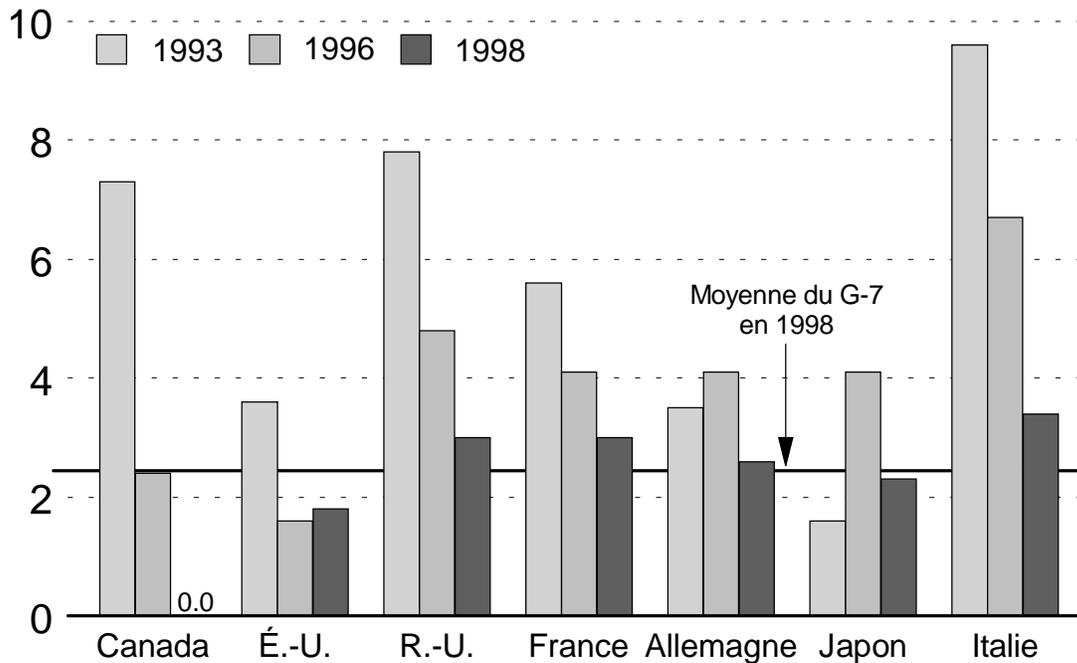
Sources: Plans budgétaires nationaux.

- Les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral baissent rapidement au Canada et seront éliminés en 1998-99.
- Les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral au Canada équivalent à la façon dont la plupart des autres grands pays mesurent leur déficit.
- En 1998, le Canada aura ramené ses besoins d'emprunt à zéro (au niveau fédéral), ce qui représentera le meilleur résultat parmi tous les pays du G-7, si l'on se fie aux plans budgétaires nationaux actuels.

Comparaisons financières

Déficit total du secteur public selon les comptes nationaux le plus faible du G-7 en 1998

Déficit de l'ensemble des administrations publiques
selon les Comptes nationaux
pour cent du PIB



Sources: Canada, Ministère des finances; les autres pays du G-7, données des Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1996.

- Le déficit global des administrations publiques (selon les comptes nationaux) devrait être à peu près nul au Canada en 1998 -- le meilleur résultat parmi les pays du G-7.
- En 1993, le déficit canadien s'établissait à 7,3 p. 100 du PIB, soit 3 points de plus que la moyenne du G-7.
- En 1998, le budget global des administrations publiques devrait être à peu près équilibré au Canada, comparativement à un déficit moyen de 2,2 p. 100 du PIB pour les pays du G-7.

Initiatives
- Bâtir l'avenir
pour les Canadiens

Initiatives - Bâtir l'avenir pour les Canadiens

Investir dans l'emploi et la croissance à court terme

Mesures annoncées récemment

- prolongation pendant une année supplémentaire (425 millions de dollars) du programme de Travaux d'infrastructure Canada annoncé en 1994, doté de 6 milliards de dollars sur trois ans, et prolongation d'un an (50 millions de dollars) du Programme d'aide à la remise en état des logements;
- Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs (250 millions de dollars), offrant un allègement de cotisations d'assurance-emploi (A-E) aux petites entreprises qui créent de nouveaux emplois en 1997 et 1998;
- amplification des mesures prises dans le budget de l'an dernier afin d'améliorer l'emploi des jeunes grâce à la création de plus de 19 000 postes de stagiaires (225 millions de dollars).

Investir dans l'emploi et la croissance à court terme

Nouvelles mesures

- **Commerce extérieur** : collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations en vue d'élaborer des formules innovatrices de financement des exportations.
- **Tourisme** : augmentation de 15 millions de dollars, au cours de chacune des trois prochaines années, du financement de la Commission canadienne du tourisme et injection de 50 millions de dollars de capitaux dans la Banque de développement du Canada pour lui permettre de financer des projets d'infrastructure touristique.
- **Développement des régions rurales** : octroi de 50 millions de dollars à la Société du crédit agricole pour lui permettre de renforcer sa capacité d'aide à la croissance et à la diversification économiques des régions rurales; poursuite de l'élaboration de nouveaux instruments financiers afin de compléter les programmes de prêts actuellement offerts aux agriculteurs; accélération du Programme d'accès communautaire, qui permet aux petites entreprises des régions rurales de se brancher à l'Internet, grâce à des fonds de 30 millions de dollars sur trois ans.
- **Petites entreprises** : possibilité donnée aux employeurs dont les versements mensuels moyens sont inférieurs à 1 000 \$ de produire des déclarations trimestrielles, ce qui réduira considérablement les frais et le temps consacrés à cette tâche; relèvement de 2 milliards de dollars du plafond des prêts en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, qui passe de 12 à 14 milliards de dollars; encouragements à investir plus activement dans les petites entreprises, pour les sociétés de capital de risque de travailleurs.

Investir dans l'emploi et la croissance à long terme

■ INVESTIR DANS LES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET LE PERFECTIONNEMENT

Le budget propose d'augmenter de 137 millions de dollars en 1998-99, somme qui passera à environ 275 millions de dollars à maturité, l'aide annuelle fournie par le gouvernement fédéral aux étudiants et à leurs familles.

Aide aux étudiants actuels

- doublement du montant servant de base au crédit d'impôt pour études -- couvrant les dépenses autres que les frais de scolarité -- qui passe de 100 \$ à 200 \$ par mois;
- inclusion des frais universitaires et collégiaux accessoires dans le crédit d'impôt pour frais de scolarité;
- report illimité de ces crédits d'impôt, au profit des étudiants qui ne peuvent actuellement se prévaloir entièrement des crédits existants, ainsi que des personnes qui veulent retourner aux études pour se perfectionner.

Aide aux étudiants pour leur permettre de faire face aux obligations de remboursement de prêts

- prolongation de la période sans intérêt accordée pour le remboursement des prêts canadiens aux étudiants, qui passe de 18 à 30 mois pour les étudiants incapables de faire face à leurs obligations de remboursement;
- poursuite des discussions avec les provinces intéressées, les prêteurs et d'autres groupes, sur une autre option de remboursement des prêts étudiants, qui rattacherait l'échéancier de remboursement directement au revenu de la personne considérée.

Investir dans l'emploi et la croissance à long terme

Aide aux parents qui veulent épargner pour les études de leurs enfants

- doublement du plafond annuel de cotisations à un régime enregistré d'épargne-études (REEE), qui passe à 4 000 \$ par année, pour encourager davantage les parents qui épargnent en vue des études de leurs enfants;
- possibilité pour les personnes qui liquident un REEE d'en transférer le revenu à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) si la personne a des droits inutilisés de cotisations REER; ou
- possibilité pour les personnes qui n'ont pas de droits de cotisation inutilisés, ou qui ne veulent pas cotiser à un REER, de recevoir directement les revenus de placement, sous réserve d'un prélèvement approprié.

Investir dans l'emploi et la croissance à long terme

■ INVESTIR DANS L'INNOVATION :

- création d'une Fondation canadienne pour l'innovation dotée de 800 millions de dollars afin d'appuyer la modernisation des infrastructures de recherche dans les universités et collèges, dans les hôpitaux de recherche et dans les organismes de recherche sans but lucratif associés au Canada;
 - cet investissement initial de 800 millions de dollars produira 180 millions de dollars par année, en moyenne, au cours des cinq prochaines années pour les infrastructures de recherche;
 - la Fondation sera une société indépendante du gouvernement, administrée par des membres provenant principalement du milieu de la recherche et du secteur privé; ce sont ces derniers, et non le gouvernement, qui seront responsables des décisions concernant les dépenses.
 - grâce à des partenariats entre les établissements d'enseignement postsecondaire et les hôpitaux de recherche, les entreprises, le secteur bénévole, les particuliers et les provinces (dans la mesure où elles veulent y participer), la Fondation pourrait mobiliser environ 2 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures de recherche.
- renouvellement des réseaux de Centres d'excellence grâce à l'engagement de 47 millions de dollars par année, somme financée par des ressources existantes et la réaffectation de 19 millions de dollars provenant d'Industrie Canada et des conseils subventionnaires;
- maintien du financement consacré au Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) au niveau actuel de 96,5 millions de dollars par année, grâce aux ressources existantes et à une réaffectation de 13 millions de dollars devant provenir d'Industrie Canada.

Bâtir l'avenir pour les Canadiens

Investissements dans l'emploi et la croissance

Investissements dans l'emploi et la croissance depuis le budget de 1996

	1996-97	1997-98	1998-99	1999-00
(millions de dollars)				
Investir dans l'emploi et la croissance à court terme				
Mesures annoncées avant le budget de 1997				
Travaux d'infrastructure Canada		425		
Prolongation du PAREL ¹		50		
Embauche de nouveaux travailleurs		250	65	
Radio de la SRC		10	10	10
Total partiel		735	75	10
Mesures proposées dans le budget de 1997				
Commission canadienne du tourisme		15	15	15
Programme d'accès communautaire		10	10	10
Versements trimestriels des petites entreprises		180	5	5
Initiatives environnementales		--	25	25
Coût de l'initiative visant les prix de transfert pour Revenu Canada		8	10	12
Total partiel		213	65	67
Investir dans l'emploi et la croissance à long terme				
Investir dans les études supérieures et le perfectionnement				
Hausse du crédit pour études		5	45	80
Élargissement du crédit pour frais de scolarité aux frais accessoires		5	30	30
Report des crédits inutilisés pour frais de scolarité et études			10	25
Allègement d'intérêt - prêts aux étudiants		20	20	20
Mesures touchant les REEE ²		10	25	40
Alphabétisation		7	7	7
Total partiel		47	137	202
Investir dans l'innovation				
Fondation canadienne pour l'innovation	800			
Réseaux de centres d'excellence PARI ³			18	19
Total partiel	800		31	32
Total	800	995	308	311

-- moins de 5 millions de dollars.

¹ Programme d'aide à la remise en état des logements.

² Régime enregistré d'épargne-études.

³ Programme d'aide à la recherche industrielle.

Investir dans une société plus forte

■ MAINTENIR ET RENFORCER LE SYSTÈME DE SANTÉ AU CANADA

- octroi de 300 millions de dollars, sur les trois prochaines années, pour donner suite aux recommandations du Forum national sur la santé, dont :
- 150 millions de dollars sur trois ans pour un Fonds pour l'adaptation des services de santé afin d'aider les provinces à étudier de nouvelles approches en matière de santé;
- 50 millions de dollars pour mettre en place un nouveau Système canadien d'information sur la santé, afin que les dispensateurs de soins dans tout le pays disposent de l'information la plus récente sur les meilleurs traitements;
- accroissement de 100 millions de dollars, sur les trois prochaines années, des fonds prévus pour le Programme d'action communautaire pour les enfants et le Programme canadien de nutrition prénatale.

Investir dans une société plus forte

■ VERS UN RÉGIME NATIONAL DE PRESTATIONS POUR ENFANTS

- le budget propose d'enrichir de 70 millions de dollars l'augmentation déjà dévoilée de 125 millions de dollars du Supplément du revenu gagné et de restructurer ce dernier pour qu'il soit octroyé par enfant plutôt que par famille à partir de juillet 1997;
- restructuration de l'actuelle prestation fiscale pour enfants et accroissement de 600 millions de dollars par année à compter de juillet 1998. Cette prestation accrue bénéficiera à toutes les familles à faible revenu;
- en combinaison avec la hausse de 250 millions de dollars du Supplément du revenu gagné annoncée dans le budget de 1996, la prestation fiscale canadienne pour enfants se traduira par une aide supplémentaire de 850 millions de dollars pour les enfants et leurs familles, ce qui portera de 5,1 à 6,0 milliards de dollars la contribution fédérale totale au régime national de prestations pour enfants;
- ainsi sera mise en place une plate-forme nationale à laquelle les provinces pourront ajouter des mesures complémentaires afin d'améliorer l'aide financière et les services fournis aux familles qui travaillent et à leurs enfants.

Investir dans une société plus forte

■ AIDER LES CANADIENS HANDICAPÉS

Le budget propose :

- l'élargissement de la liste des dépenses donnant droit au crédit d'impôt pour frais médicaux afin d'inclure :
 - 50 p. 100 du coût d'un climatiseur nécessaire pour aider une personne à composer avec une maladie ou une déficience chronique grave, à concurrence de 1 000 \$;
 - 20 p. 100 du coût d'une fourgonnette qui est ou qui doit être adaptée dans les six mois pour le transport d'un particulier en fauteuil roulant, à concurrence de 5 000 \$;
 - les frais de déménagement dans un logement accessible;
 - les frais d'un interprète gestuel;
 - les dépenses raisonnables liées à la transformation de la voie d'accès au lieu principal de résidence d'un particulier ayant un handicap moteur grave et prolongé, en vue de lui faciliter l'accès à un autobus;
 - doublement du plafond des dépenses pour un préposé aux soins à temps partiel, qui passe de 5 000 \$ à 10 000 \$.

Investir dans une société plus forte

■ **AIDER LES CANADIENS HANDICAPÉS (suite)**

- l'élimination du plafond de 5 000 \$ limitant la déduction des dépenses pour les soins d'un préposé, dont bénéficient actuellement les travailleurs handicapés;
- la possibilité pour les audiologistes de certifier l'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées;
- l'élargissement de la définition du bénéficiaire privilégié d'une fiducie pour y inclure les adultes qui sont à la charge d'autrui en raison d'un handicap physique ou mental;
- la modification du Tarif douanier pour permettre l'entrée en franchise de tous les produits destinés aux personnes handicapées, dans le cadre de l'examen de la simplification tarifaire lancé en 1994 par le gouvernement;
- l'instauration d'un crédit remboursable pour les travailleurs canadiens à faible revenu qui font face à des frais médicaux élevés;
- la création d'un Fonds d'intégration afin d'offrir une aide active aux personnes handicapées.

Investir dans une société plus forte

■ **SOUTIEN DES DONS DE CHARITÉ**

Le budget propose :

- une hausse, de 50 à 75 p. 100 du revenu net, du montant à l'égard duquel un crédit pour dons de charité peut être demandé et application de cette norme à tous les organismes de charité;
- l'encouragement aux dons de titres cotés en bourse grâce à la réduction de moitié du taux normal d'incorporation des gains en capital au revenu imposable (75 p. 100) pour une période de cinq ans -- le taux remontera à 75 p. 100 après cinq ans si la mesure ne se révèle pas efficace;
- des changements afin de stimuler les dons de servitudes et de conventions relatives à des terrains éco-sensibles et les dons de biens amortissables;
- de l'information donnée aux organismes de bienfaisance pour qu'ils puissent expliquer la valeur fiscale des dons de charité aux donateurs en puissance;
- une amélioration de l'accès à l'information sur les organismes de charité et le renforcement des ressources de Revenu Canada pour assurer l'observation de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Investir dans une société plus forte

■ AMÉLIORATION PROPOSÉE DU RÉGIME FISCAL DES DONNS DE BIENS AYANT PRIS DE LA VALEUR

- Il n'est pas nécessaire d'exonérer entièrement ces dons de l'impôt sur les gains en capital, comme c'est le cas aux États-Unis, pour offrir des encouragements fiscaux équivalents;
- la réduction du taux d'incorporation au revenu imposable rendra les encouragements fiscaux canadiens plus généreux que les mesures équivalentes aux États-Unis dans le cas des dons en espèces, et aussi généreux dans le cas des dons de titres cotés en bourse;
- à un taux maximal de 52 p. 100, l'aide fiscale combinée, aux niveaux fédéral et provincial, aux dons en espèces de particuliers dans une province canadienne représentative est déjà beaucoup plus élevée que l'aide fiscale de 43 p. 100 offerte pour les mêmes dons aux salariés à revenu élevé dans un État représentatif des États-Unis;
- l'aide fiscale combinée (fédérale-provinciale) à un don type de titres cotés en bourse au Canada pourra aller jusqu'à 64 p. 100, comparativement à 62 p. 100 d'aide combinée dans un État type des États-Unis dans le même cas.

